RCS : GRENOBLE
Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2004 B 01568
Numéro SIREN : 478 942 469
Nom ou dénomination : IMPULSE

Ce dépôt a été enregistré le 17/10/2019 sous le numéro de dépôt A2019/011247

1480602

**Dénomination :** IMPULSE
**Adresse :** 223 rue Des Bécasses 38920 Crolles -FRANCE-

**n° de gestion :** 2004B01568
**n° d'identification :** 478 942 469

**n° de dépôt :** A2019/011247
**Date du dépôt :** 17/10/2019

**Pièce :** Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 24/05/2019

1480602

TRIBUNAL de Commerce
Déposé au GREFFE le :
19 SEP. 2019
Sous le N° 11757

**IMPULSE**
**Société à responsabilité limitée**
**au capital de 55 000 euros**
**Siège social : 223 rue des Bécasses**
**38920 CROLLES**

**478 942 469 RCS GRENOBLE**

# PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 24 MAI 2019

L'an Deux Mille Dix-Neuf
Le vingt-quatre mai
A 8 heures 30

Les associés de la société « IMPULSE », société à responsabilité limitée au capital de 55 000 euros, divisé en 550 parts de 100 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, dans les locaux du Cabinet LONJON & Associés sis 2 rue Lavoisier 38330 MONTBONNOT SAINT MARTIN, sur convocation faite par la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

Monsieur Yohan LARONCHE,
titulaire de 25 parts sociales en pleine propriété,

Monsieur Damien SEIGNER,
titulaire de 25 parts sociales en pleine propriété,

Monsieur Denis LAQUAZ,
titulaire de 500 parts sociales en pleine propriété,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Denis LAQUAZ cogérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

## ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Décision à prendre pour le achat de 500 parts sociales en vue de les annuler,
- Décision à prendre en vue de la réduction consécutive du capital social d'une somme de 50 000 euros par diminution du nombre de parts sociales, sous réserve de la réalisation de conditions suspensives,
- Modification corrélative des statuts sous conditions de la réalisation définitive de l'opération,
- Démission d'un co-gérant à compter du 30 juin 2019 ;
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- une copie de la lettre recommandée adressée à chaque associé et les récépissés postaux,
- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

### PREMIERE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide le principe du rachat par la Société des 500 parts de 100 euros chacune émises par la Société, détenues par Monsieur Denis LAQUAZ, au prix de 429,94 euros par part rachetée, soit un prix global de rachat des parts sociales à annuler s'élevant à 214 971,30 euros, (soit 238 857 x 90%).

La réduction de capital social et le prix sera payable comptant, au plus tôt après l'expiration du délai d'opposition des créanciers.

L'excédent du prix global de rachat sur la valeur nominale de l'ensemble des 500 parts sociales rachetées sera imputé sur le compte « Autres Réserves », savoir : 214 971,30 – 50 000 = 164 971,30 euros.

Etant ici précisé que le compte « Autres Réserves » s'élève à 173 857 euros à l'issue de l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 décidée par délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant approuvé lesdits comptes, réunie ce jour.

Le compte « Autres Réserves » serait ainsi ramené à 8 885,70 euros à l'issue des opérations de réduction de capital social.

Conformément au protocole d'accord, la collectivité des associés rappelle que le montant de la réduction de capital sera susceptible d'être ajustée en fonction de la valeur de 90% des capitaux propres de la société à la date du 30 juin 2019, déterminé sur présentation de la situation comptable arrêtée sous forme de bilan, à cette date.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**DEUXIEME RÉSOLUTION**

L'Assemblée Générale, en conséquence de la résolution qui précède, décide du principe de la réduction du capital social d'une somme de 50 000 euros, pour le ramener de 55 000 euros à 5 000 euros par annulation des parts rachetées.

Cette décision est prise sous les conditions suspensives suivantes :
- de l'absence au terme du délai légal d'oppositions émanant des créanciers sociaux ou du rejet de celles-ci par le tribunal de commerce, ou en cas d'oppositions valables;
- de la réalisation préalable de la cession d'une part sociale appartenant à Monsieur Damien SEIGNER au profit de Monsieur Yohan LARONCHE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**TROISIEME RÉSOLUTION**

L'Assemblée Générale, comme conséquence des résolutions précédentes et sous réserve de la réalisation de la condition suspensive qui y est énoncée, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

*ARTICLE 6 - APPORTS*

Il est ajouté l'alinéa suivant :

*"Aux termes d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 mai 2019 et des décisions , le capital social a été réduit d'une somme de 50 000 euros, pour être ramené de 55 000 euros à 5 000 euros par rachat et annulation de 500 parts sociales."*

*ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL*

*"Le capital social est fixé à CINQ MILLE (5000) euros.*

*Il est divisé en Cinquante parts sociales de 100 euros chacune, entièrement libérées."*

(...)

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**QUATRIEME RÉSOLUTION**

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Monsieur Denis LAQUAZ de ses fonctions de cogérant, à compter du 30 juin 2019, et décide de ne pas pouvoir à son remplacement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**CINQUIEME RÉSOLUTION**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à la gérance à l'effet de procéder au rachat des parts sociales, de payer le prix comptant et de convoquer si nécessaire une nouvelle assemblée constatant la réalisation de la réduction de capital ou de constater dans un acte unique la réalisation de la condition suspensive, le rachat et l'annulation des parts rachetées ainsi que la réalisation définitive de la réduction de capital et de la modification des statuts.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal et des actes subséquents à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les cogérants.

Denis LAQUAZ

Yohan LARONCHE

Damien SEIGNER

1480603

**Dénomination :** IMPULSE
**Adresse :** 223 rue Des Bécasses 38920 Crolles -FRANCE-

**n° de gestion :** 2004B01568
**n° d'identification :** 478 942 469

**n° de dépôt :** A2019/011247
**Date du dépôt :** 17/10/2019

**Pièce :** Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 24/06/2019

COMMERCE GRENOBLE TRIBUNAL

1480603

Déposé au G.REFFE le :
19 SEP. 2019
Sous le N° 14247

**IMPULSE**
**Société à responsabilité limitée**
**au capital de 55 000 euros**
**Siège social : 223 rue des Bécasses**
**38920 CROLLES**

**478 942 469 RCS GRENOBLE**

# PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 24 JUIN 2019

L'an Deux Mille Dix-Neuf
Le vingt-quatre juin,
A 18 heures 30

Les associés de la société « IMPULSE », société à responsabilité limitée au capital de 55 000 euros, divisé en 550 parts de 100 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

Monsieur Yohan LARONCHE,
titulaire de 25 parts sociales en pleine propriété,

Monsieur Damien SEIGNER,
titulaire de 25 parts sociales en pleine propriété,

Monsieur Denis LAQUAZ,
titulaire de 500 parts sociales en pleine propriété,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Denis LAQUAZ cogérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

## ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Division de la valeur nominale des parts sociales de la société,
- Modification corrélative de l'article 7 des statuts et pour tenir compte de la réalisation d'un acte de cession de parts sociales devant intervenir entre associés,
- Renumérotation des parts sociales sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la réduction de capital social en cours,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration. Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance. Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

**PREMIERE RÉSOLUTION**

L'Assemble Générale expose que :

- dans le cadre de la réorganisation de la société découlant du prochain départ à la retraite de Monsieur Denis LAQUAZ, associé majoritaire
- de la restructuration du capital social entre les deux associés restants, qui découlera par conséquent de la réalisation de la réduction de capital social devant intervenir ainsi que la cession de parts sociales entre eux,

décide de diviser par 100 la valeur nominale de l'intégralité des 550 parts sociales de la Société existantes à ce jour, celle-ci passant de 100 euros à 1 euro par part sociale.

Les 550 parts sociales de la Société existantes à ce jour étant ainsi purement et simplement multipliées par 100 et devenant ainsi 55 000 parts sociales numérotées de 1 à 55 000.

- Décide, en conséquence, de modifier l'article 7 (*Capital social*) des statuts ainsi qu'il suit :

*ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL*

*Le capital social est fixé à CINQUANTE CINQ MILLE euros (55 000 euros).*

*Il est divisé en 55 000 parts sociales d'un euro chacune, entièrement libérées, réparties comme suit :*

*Monsieur Denis LAQUAZ,*
*Propriétaire de 50 000 parts sociales, ci* *50 000 parts*
*Numérotées de 1 à 50 000,*

*Monsieur Damien SEIGNER,*
*Propriétaire de 2 500 parts sociales, ci* *2 500 parts*
*Numérotées de 50 001 à 52 499,*

*Monsieur Yohan LARONCHE,*
*Propriétaire de 2 500 parts sociales, ci* *2 500 parts*
*Numérotées de 52 500 à 55 000,*
*Total égal au nombre de parts composant le capital social :* *55 000 parts*

*Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées en totalité.*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**DEUXIEME RÉSOLUTION**

L'Assemblée Générale, compte tenu de la première résolution ainsi que du projet de cession portant sur une part sociale devant intervenir ce jour entre Monsieur Damien SEIGNER au profit de Monsieur Yohan LARONCHE, associés, décide de modifier l'article 7 des statuts sous la condition suspensive de la bonne réalisation de la cession de part sociale, comme suit :

*ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL*

*Le capital social est fixé à CINQUANTE CINQ MILLE euros (55 000 euros).*

*Il est divisé en 55 000 parts sociales d'un euro chacune, entièrement libérées, réparties comme suit :*

*Monsieur Denis LAQUAZ,*
*Propriétaire de 50 000 parts sociales, ci* *50 000 parts*
*Numérotées de 1 à 50 000,*

*Monsieur Damien SEIGNER,*
*Propriétaire de 2 499 parts sociales, ci* *2 499 parts*
*Numérotées de 50 001 à 52 498,*

*Monsieur Yohan LARONCHE,*
*Propriétaire de 2 501 parts sociales, ci* *2 501 parts*
*Numérotées de 52 499 à 55 000,*
*Total égal au nombre de parts composant le capital social :* *55 000 parts*

*Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées en totalité.*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

YL

ML SD

**TROISIEME RÉSOLUTION**

L'Assemblée Générale, tenant compte des précédentes résolutions et sous réserve de la réalisation définitive de la réduction de capital social actuellement en cours, décide de renuméroter les 5 000 parts sociales qui composeront le capital social à l'issue de l'opération de réduction de capital, de 1 à 5 000, afin de tenir compte de l'annulation des 50 000 parts sociales numérotées de 1 à 50 000.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**QUATRIEME RÉSOLUTION**

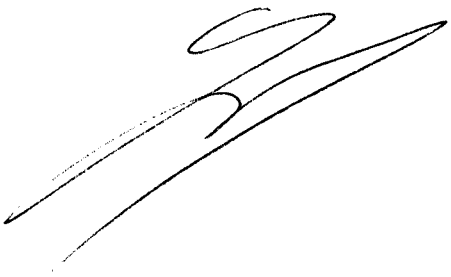
Tous pouvoirs sont conférés au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal et des actes subséquents à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

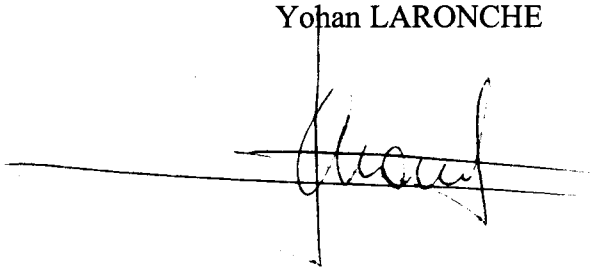
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les cogérants.

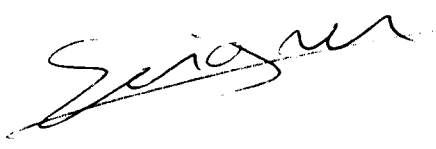
Denis LAQUAZ



Yohan LARONCHE



Damien SEIGNER



# *GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE GRENOBLE*

1480604

**Dénomination :** IMPULSE
**Adresse :** 223 rue Des Bécasses 38920 Crolles -FRANCE-

**n° de gestion :** 2004B01568
**n° d'identification :** 478 942 469

**n° de dépôt :** A2019/011247
**Date du dépôt :** 17/10/2019

**Pièce :** Acte sous seing privé du 24/06/2019




1480604

Greffe du Tribunal de Commerce de Grenoble - place Firmin Gautier - CS 90150
38019 GRENOBLE Cedex 1
Tél : 04 56 58 50 67 - Fax : 04 56 58 50 00

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

19 SEP. 2013

Sous le N° 11243

# CESSION DE PARTS SOCIALES

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**Monsieur Damien SEIGNER,**
Né le 16/09/1979 à COMPIEGNE (60)
De nationalité française
Demeurant à 8 Avenue Davallet (38580) ALLEVARD
titulaire d'un pacte civile de solidarité conclu avec Madame Géraldine ROBION en date du 7 juillet 2009 déposé et enregistré auprès du tribunal d'Instance de GRENOBLE le 7 juillet 2009,

ci-après dénommé "le cédant",
d'une part,

**Monsieur Yohan LARONCHE**
Né le 28 mars 1981 à OLLIOULES (83)
De nationalité française,
Demeurant Hameau du Cassoulet (38450) MIRIBEL LANCHATRE,
Célibataire non soumis à un pacte civil de solidarité,

ci-après dénommé "le cessionnaire",
d'autre part,

**IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ ET DÉCLARÉ CE QUI SUIT:**

**DÉCLARATIONS DU CÉDANT ET DU CESSIONNAIRE**

Monsieur Damien SEIGNER, cédant, déclare :

- qu'il est lié par un pacte civil de solidarité, déclaré conjointement en date du 7 juillet 2009 au greffe du tribunal d'instance de GRENOBLE avec Madame Géraldine ROBION née le 26 mai 1979 à La Garenne Colombe (92) et qu'il a souscrit la part sociale objet de la présente cession aux moyens de fonds propres et dont il détient la propriété exclusive.

- que la part cédée est libre de tout nantissement et ne fait l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à sa cession,

- que la société « IMPULSE » n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

YL
SD

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,

- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

## EXPOSÉ CONCERNANT LA SOCIÉTÉ

Suivant acte sous signature privée en date à CROLLES du 11 octobre 2004, il existe une société à responsabilité limitée initialement dénommée « IMPACTS ARCHITECTURE » et actuellement dénommée « IMPULSE », dont le capital est de 55 000 euros et se trouve divisé en 55 000 parts d'un euro chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 223 rue des Bécasses, 38920 CROLLES, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 478 942 469 RCS GRENOBLE pour une durée de 99 ans expirant le 11 octobre 2103.

La société « IMPULSE » a pour objet principal l'activité de Cabinet d'architecture et d'urbanisme, maitre d'œuvre et tout acte de bâtir & aménagement de l'espace.

Son capital est à ce jour réparti comme suit :

| | |
|---|---|
| Monsieur Denis LAQUAZ,<br>Propriétaire de 50 000 parts sociales, ci<br>Numérotées de 1 à 50 000, | 50 000 parts |
| Monsieur Damien SEIGNER,<br>Propriétaire de 2 500 parts sociales, ci<br>Numérotées de 50 001 à 52 499, | 2 500 parts |
| Monsieur Yohan LARONCHE,<br>Propriétaire de 2 500 parts sociales, ci<br>Numérotées de 52 500 à 55 000, | 2 500 parts |
| Total égal au nombre de parts composant le capital social : | 55 000 parts |

Elle est actuellement gérée par Monsieur Denis LAQUAZ, Monsieur Yohan LARONCHE et Monsieur Damien SEIGNER.

## ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS SOCIALES

Monsieur Damien SEIGNER déclare avoir acquis la part sociale objet de la présente cession numérotée 52 499 (suite à la renumérotation des parts sociales découlant de la division de la valeur nominale de chaque part sociale décidée par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 juin 2019), par suite de la souscription à l'augmentation de capital de la société « IMPULSE » réalisée en date du 30 juin 2017, au titre de laquelle il a souscrit 25 parts sociales de 100 euros de valeur nominale.

**CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

## CESSION

Par les présentes, Monsieur Damien SEIGNER cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Yohan LARONCHE qui accepte, une part sociale d'un euro, portant le numéro 52 499 sur les 2 500 parts lui appartenant dans la Société.

Monsieur Yohan LARONCHE devient l'unique propriétaire de la part cédée à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à cette part, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être mis en distribution sur cette part postérieurement à ce jour.

## PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal d'UN euro (1 euro) que Monsieur Yohan LARONCHE a payé à l'instant même à Monsieur Damien SEIGNER, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

Dont quittance.

## AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 13 des statuts, cette cession est libre s'agissant d'une cession entre associés.

## DÉCLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société « IMPULSE » est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

SD

YL

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement s'élève au montant minimum de perception de 25 euros.

## FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

## MODIFICATION STATUTAIRES

A l'issue de la présente cession de parts sociales, l'article 7 des statuts sera mis à jour conformément aux délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire de ce jour pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts sociales, savoir :

### *ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL*

*Le capital social est fixé à CINQUANTE CINQ MILLE euros (55 000 euros).*

*Il est divisé en 55 000 parts sociales d'un euro chacune, entièrement libérées, réparties comme suit :*

| | |
|---|---|
| *Monsieur Denis LAQUAZ,* | |
| *Propriétaire de 50 00 parts sociales, ci* | *50 000 parts* |
| *Numérotées de 1 à 50 000,* | |
| *Monsieur Damien SEIGNER,* | |
| *Propriétaire de 2 499 parts sociales, ci* | *2 499 parts* |
| *Numérotées de 50 001 à 52 498,* | |
| *Monsieur Yohan LARONCHE,* | |
| *Propriétaire de 2 501 parts sociales, ci* | *2 501 parts* |
| *Numérotées de 52 499 à 55 000,* | |
| *Total égal au nombre de parts composant le capital social :* | *55 000 parts* |

*Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées en totalité.*

SD

YL

**FRAIS**

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à CROLLES
Le 24 juin 2019
En quatre originaux

Le cédant (1)

Monsieur Damien SEIGNER

Lu et approuvé. Bon pour la cession d'1 (une) part
Bon pour quittance

Le cessionnaire (2)

Monsieur Yohan LARONCHE

lu et approuvé, Bon pour acceptation de la cession

*(1) Le cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour la cession d'1 (UNE) part. Bon pour quittance".*

*(2) Le cessionnaire fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession".*

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
GRENOBLE 3
Le 22/07/2019 Dossier 2019 00033825, référence 3804P03 2019 A 04501
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros
L'Agent administratif des finances publiques

DUPLICATA

YL
SD

*GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE*
*GRENOBLE*

1480605

**Dénomination :** IMPULSE
**Adresse :** 223 rue Des Bécasses 38920 Crolles -FRANCE-

**n° de gestion :** 2004B01568
**n° d'identification :** 478 942 469

**n° de dépôt :** A2019/011247
**Date du dépôt :** 17/10/2019

**Pièce :** Décision de gérance du 29/06/2019

1480605

TRIBUNAL
Déposé au GREFFE le :

19 SEP. 2019

Sous le N° 1125

**IMPULSE**
**Société à responsabilité limitée**
**au capital de 55 000 euros**
**Siège social : 223 rue des Bécasses**
**38920 CROLLES**

**478 942 469 RCS GRENOBLE**

# PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE LA GÉRANCE DU 29 JUIN 2019

L'an Deux Mille Dix-Neuf,
Le vingt-neuf juin,
Au siège social,

Les soussignés :

Monsieur Denis LAQUAZ,
demeurant 321 chemin des Michelières 38190 BERNIN,

Monsieur Yohan LARONCHE,
demeurant Hameau du Cassoulet 38450 MIRIBEL LANCHATRE,

Monsieur Damien SEIGNER,
demeurant 8 avenue Davallet 38580 ALLEVARD,

Gérants de la société « IMPULSE », société à responsabilité limitée au capital de 55 000 euros, divisé en 550 parts sociales, rappellent :

- qu'aux termes du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 mai 2019, la collectivité des associés a décidé de réduire le capital social à concurrence de 50 000 euros pour le ramener de 55 000 euros à 5 000 euros, par voie de rachat des 50 000 parts sociales détenues par Monsieur Denis LAQUAZ, moyennant un prix unitaire de 4,2994 euros (pour tenir compte de la division par 100 du nominal des parts sociales décidée par Assemblée Générale Extraordinaire du 24 juin 2019), soit un prix total de 214 971,30 euros et ce, sous conditions suspensives et notamment de l'absence d'opposition émanant des créanciers ou du rejet de celles-ci par le tribunal de commerce ;

-que la somme de 214 971,30 euros serait imputée de la façon suivante :

- A concurrence de 50 000 euros au titre de la réduction du nombre de parts sociales, par annulation de 50 000 parts sociales d'un euro de valeur nominale,
- A concurrence de 164 971,30 €uros prélevée sur le poste « autres réserves ».

YL
DL SD

- que le procès-verbal susvisé a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de GRENOBLE le 28 mai 2019 ;

- que la cession d'une part sociale appartenant à Monsieur Damien SEIGNER au profit de Monsieur Yohan LARONCHE a été réalisée au préalable et que par conséquent cette condition suspensive est également réalisée à ce jour ;

- qu'à la date du 29 juin 2019, soit à l'expiration du délai d'un mois fixé à l'article R. 223-35 du Code de commerce, aucune assignation formant opposition n'a été signifiée à la Société ;

**LES GERANTS CONSTATENT EN CONSEQUENCE :**

La réalisation définitive de la réduction de capital de 50 000 euros par voie de rachat par la société et annulation des CINQUANTE MILLE (50 000) parts sociales d'un euro chacune, émises par la société et détenues par Monsieur Denis LAQUAZ, moyennant le prix global de 214 971,30 euros, soit 4,2994 euros par part sociale.

ainsi que la modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts qui est définitivement adoptée comme suit :

*ARTICLE 6 - APPORTS*

Il est ajouté l'alinéa suivant :

*Aux termes d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 mai 2019 et du 24 juin 2019, et des décisions de la gérance en date du 29 juin 2019, le capital social a été réduit d'une somme de 50 000 euros, pour être ramené de 55 000 euros à 5 000 euros par rachat et annulation de 50 000 parts sociales d'un euro de valeur nominale chacune.*

*ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL*

*"Le capital social est fixé à CINQ MILLE (5 000) euros.*

*Il est divisé en cinq mille (5 000) parts sociales d'un euro chacune, entièrement libérées.*

| | |
|---|---|
| *Monsieur Damien SEIGNER,* | |
| *Propriétaire de 2 499 parts sociales, ci* | *2 499 parts* |
| *Numérotées de 1 à 2 448,* | |
| | |
| *Monsieur Yohan LARONCHE,* | |
| *Propriétaire de 2 501 parts sociales, ci* | *2 501 parts* |
| *Numérotées de 2 499 à 5 000,* | |
| | |
| *Total égal au nombre de parts composant le capital social* | *5 000 parts* |

*Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées en totalité.*

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, les gérants ont dressé le présent procès-verbal qu'ils ont signé après lecture.

Monsieur Denis LAQUAZ

Monsieur Damien SEIGNER

Monsieur Yohan LARONCHE

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
GRENOBLE 3
Le 17/07/2019 Dossier 2019 00033022, référence 3804P02 2019 A 04381
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif des finances publiques

DUPLICATA

1480601

**Dénomination :** IMPULSE
**Adresse :** 223 rue Des Bécasses 38920 Crolles -FRANCE-

**n° de gestion :** 2004B01568
**n° d'identification :** 478 942 469

**n° de dépôt :** A2019/011247
**Date du dépôt :** 17/10/2019

**Pièce :** Statuts mis à jour

1480601

TRIBUNAL DE COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

19 SEP. 2019

Sous le N° 1114

# IMPULSE

**Société à Responsabilité Limitée d'Architecture**
**Au capital de 5 000 €uros**
**Siège social : 223 Rue des Bécasses**
**38920 CROLLES**

## 478 942 469 RCS GRENOBLE

# STATUTS

**Mis à jour au 29 juin 2019**

CERTIFIÉ CONFORME A L'ORIGINAL

## TITRE I
## FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

### Article 1er – Forme

Il est formé une société à responsabilité limitée d'architecture, qui sera régie par les lois en vigueur, notamment par :

- le livre II titre II du Code de commerce et les articles L 223-1 et suivants,
- la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et ses décrets d'application,
- ainsi que par les présents statuts.

### Article 2 – Objet social

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, l'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste en particulier de la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace.

A cette fin, la société peut accomplir toutes opérations concourant directement ou indirectement à la réalisation de son objet ou susceptibles d'en favoriser le développement.

### Article 3 – Dénomination sociale

La société prend la dénomination de : **IMPULSE.**

Dans tous les actes et documents émanant de la société la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement :

- des mots "société à responsabilité limitée d'architecture" ou des initiales "S.A.R.L. d'architecture",
- de l'énonciation du montant du capital social,
- du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés,
- et du numéro d'inscription au Tableau Régional de l'Ordre des Architectes.

### Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à : **CROLLES (38920) – 223 Rue des Bécasses.**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du ou des gérants qui, dans ce cas, est autorisé à modifier les statuts en conséquence, sous réserve de ratification de cette décision par les associés dans les conditions prévues au 2e alinéa de l'article L.223-30 du Code de commerce.

Il pourra également être transféré par décision extraordinaire des associés.

## Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à **QUATRE VINGT DIX-NEUF (99) années** à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

## TITRE II
## APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

## Article 6 – Apports

Les soussignés apportent à la société, à savoir :

### Apports en numéraire

| | |
|---|---|
| - Denis LAQUAZ, | |
| La somme de sept mille quatre cent vingt-cinq euros | 7 425 €uros |
| - Elisabeth AYMOZ, | |
| La somme de soixante-quinze euros | 75 €uros |
| | |
| Total des apports en numéraire | 7 500 €uros |

Laquelle somme a été déposée le 21 septembre 2004, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation n°08 7703427 04, à la banque Caisse d'Epargne des Alpes, ainsi que l'atteste le certificat délivré par ladite banque, le 21 septembre 2004.

Elle sera retirée par le gérant de la société, sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 22 juillet 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de 92 500 €uros par incorporation de réserves.

Aux termes des délibérations des Assemblées Générales Extraordinaires en date des 20 décembre 2016 et 24 février 2017, le capital social a été réduit, d'une somme de 50 000 euros par rachat de parts sociales en vue de leur annulation, pour être ramené de 100 000 euros à 50 000 euros.

Suivant décision de l'associé unique en date du 30 juin 2017, le capital social a été augmenté d'une somme de cinq mille euros par apport en numéraire, pour être porté à 55 000 euros.

Aux termes d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 mai 2019 et du 24 juin 2019, et des décisions de la gérance en date du 29 juin 2019, le capital social a été réduit d'une somme de 50 000 euros, pour être ramené de 55 000 euros à 5 000 euros par rachat et annulation de 50 000 parts sociales d'un euro de valeur nominale chacune.

## ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à CINQ MILLE (5 000) euros.

Il est divisé en cinq mille (5 000) parts sociales d'un euro chacune, entièrement libérées.

| | |
|---|---|
| Monsieur Damien SEIGNER,<br>Propriétaire de 2 499 parts sociales, ci<br>Numérotées de 1 à 2 448, | 2 499 parts |
| Monsieur Yohan LARONCHE,<br>Propriétaire de 2 501 parts sociales, ci<br>Numérotées de 2 499 à 5 000, | 2 501 parts |
| Total égal au nombre de parts composant le capital social | 5 000 parts |

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées en totalité.

## Article 8 - Modification du capital social

Le capital social peut être modifié dans les conditions prévues par la loi.

En outre, conformément au 2° et 3° de l'article 13 de la loi 77-2 du 3 janvier 1977, plus de la moitié du capital social et des droits de vote doit être détenue par :

- Un ou plusieurs architectes personnes physiques ou une ou plusieurs personnes physiques établies dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen et exerçant légalement la profession d'architecte dans les conditions définies aux 1° à 4° de l'article 10 ou à l'article 10-1 ;

- Des sociétés d'architecture ou des personnes morales établies dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen dont plus de la moitié du capital et des droits de vote est détenue par des personnes qualifiées, au sens des articles 10 ou 10-1, et exerçant légalement la profession d'architecte.

Les personnes morales associées qui ne sont pas des sociétés d'architecture ne peuvent pas détenir plus de 25 % du capital social et des droits de vote des sociétés d'architecture

### 8. 1. Augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté en une ou plusieurs fois :
- par création de parts nouvelles égales aux anciennes attribuées en représentation d'apport en nature ou en numéraire ;
- ou par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, provisions, dotations, bénéfices, au moyen de la création de parts nouvelles égales aux anciennes ou de l'élévation de la valeur nominale des parts.

Il peut être créé des parts avec prime. Dans ce cas, la collectivité des associés par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 13, doit être agréé dans les conditions fixées audit article.

1) Souscription en numéraire et apports en nature.

Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts à libérer en numéraire.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital en numéraire, pourront être libérées sur appel de la gérance, en une ou plusieurs fois, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive. En cas d'augmentation du capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Si l'augmentation du capital est réalisée soit en partie soit en totalité par des apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport annexé à la décision extraordinaire des associés et établi par un Commissaire aux apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la requête de l'un des gérants.

2) Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation du capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé par les voies civiles, conformément à l'article 1690 du Code civil, sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les cas et les conditions prévus par l'article 13 ci-après.

Tout associé peut renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant à un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et délais prévus fixés par la gérance.

**8.2. Réduction du capital**

Le capital social peut être réduit, par l'assemblée des associés qui statue dans les conditions de majorité prévues à l'article 22 pour les décisions extraordinaires.

En aucun cas, la réduction ne peut porter atteinte à l'égalité entre associés.

S'il existe des Commissaires aux comptes, ces derniers doivent donner leur avis sur le projet de réduction du capital social.

Lorsque l'assemblée approuve un projet de réduction du capital non motivé par des pertes, ce projet est déposé au greffe du Tribunal de Commerce, conformément à la loi, et les créanciers dont la créance est antérieure à la date de ce dépôt, peuvent former, devant le Tribunal de Commerce, opposition à la réduction dans le délai d'un mois à compter de la date du dépôt.

Quand le Tribunal de Commerce rejette l'opposition, il ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes ; les opérations de réduction de capital ne peuvent pas commencer pendant le délai d'opposition.

L'achat de ses propres parts par une société est interdit. Toutefois l'assemblée qui a décidé une réduction de capital non motivée par des pertes, peut autoriser le gérant à acheter un nombre déterminé de parts sociales en vue de les annuler. Cet achat de parts sociales doit être réalisé dans le délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition des créanciers.

Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaitre des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

## Article 9 - Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société de garantir une émission de valeurs mobilières ou d'émettre des valeurs mobilières, à l'exception de l'émission d'obligations nominatives dans les conditions de l'article L 223-11 du code de commerce.

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties.

## Article 10 - Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles, en particulier dans les votes aux assemblées.

Les propriétaires indivis de parts sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun. A défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires, et au nu propriétaire pour les décisions extraordinaires. Toutefois, le nu propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

## Article 11 - Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

La propriété de parts sociales entraîne pour les architectes associés qui veulent exercer selon un autre mode l'obligation d'obtenir l'accord exprès de leurs coassociés.

## Article 12 - Décès – interdiction – faillite ou déconfiture d'un associé

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés.

## Article 13 - Cessions de parts – agrément

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt. Elle ne sera opposable aux tiers qu'après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers à titre onéreux ou gratuit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales.

Les cessions entre conjoints, partenaires pacsés, ascendants, descendants doivent être agréées.

Le cédant doit notifier le projet de cession à la société et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire un mois au moins avant la date de la cession projetée.

Dans les huit jours qui suivent la notification à la société du projet de cession, la gérance doit consulter les associés dans les conditions fixées à l'article 22 des présents statuts afin qu'il soit statué sur le consentement à cette cession.

La gérance notifie aussitôt le résultat de la consultation à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La décision portant agrément ou refus d'agrément n'a pas à être motivée.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au premier alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

Dans le cas où la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société ou fixés par accord unanime des associés.

A la demande de la gérance, ce délai de trois mois peut être prolongé une ou plusieurs fois, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette (ces) prolongation(s) puisse(nt) excéder six mois.

La société peut également avec le consentement de l'associé cédant décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts aux prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

En cas d'apports de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de cet apport ou de cette acquisition.

Si la notification intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition de parts, le conjoint doit être agréée par la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales. L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les trois mois de sa demande. A défaut l'agrément est réputé accordé. Quand il résulte de la décision dûment notifiée que le conjoint n'est pas agréé, l'époux apporteur ou acquéreur demeure associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

Le conjoint doit être averti de l'apport ou de l'acquisition des parts au moins un mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Sauf entre associés tout nantissement de parts devra être préalablement autorisé conformément à la procédure prévue au présent article pour les cessions de parts.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties, selon les conditions de l'article 2078 alinéa 1$^{er}$ du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir sans délai, les parts afin de réduire son capital.

## Article 14 - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

### 14.1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants-droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité fixée pour l'agrément des cessions entre vifs au profit des tiers.

Les héritiers, ayants-droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit par la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours suivants la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités d'héritiers, ayants-droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre des parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants-droit ou conjoint survivant. Ces dispositions sont également applicables au partenaire pacsé survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu à l'alinéa précédent.

La décision prise par les associés qui n'a pas à être motivée est notifiée aux héritiers et ayants-droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires.

A défaut de notification, dans ledit délai, le consentement à la transmission de parts est acquis.

En cas de non agrément des héritiers, ayants-droit, conjoint survivant ou partenaire pacsé survivant, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

### 14.2 - Dissolution de la communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, de séparation de corps, de séparation judiciaire de biens ou de changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou à l'ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés, représentant au moins les deux tiers des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

## TITRE III
## GERANCE

### Article 15 - Nomination des gérants

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par décision des associés.

Conformément à l'article 13-5° de la loi de 1977 sur l'architecture, le gérant ou la moitié des gérants au moins, doivent être architectes ou des personnes physiques établies dans un autre Etat

membre de l'Union Européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen exerçant légalement la profession d'architecte dans les conditions définies aux 1° à 4° de l'article 10 ou à l'article 10-1 de la loi 77-2 sur l'architecture.

## Article 16 - Pouvoirs des gérants

Le ou les gérants agissant ensemble ou séparément, jouissent vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le gérant est expressément habilité à mettre les statuts de la société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision des associés représentant plus des trois quarts des parts sociales.

Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité personnelle conférer toutes délégations de pouvoirs, spéciales ou temporaires.

## Article 17 – Cessation des fonctions du gérant

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité des fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chaque associé trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas la dissolution de la société.

En cas de cessation des fonctions du gérant, les associés sont habilités à modifier les statuts afin de supprimer le nom du gérant, et ce, à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les associés procèdent à la nomination du ou des gérants sur convocation du gérant restant en fonctions, du commissaire aux comptes s'il en existe un, ou d'un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent. Un ou plusieurs associés représentant le quart du capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. En cas de décision prononcée sans juste motif, le ou les gérants peuvent obtenir des dommages intérêts. Le ou les gérants peuvent être aussi révoqués par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

## Article 18 - Convention entre le gérant ou un associé et la société

Le ou les gérants doivent aviser le commissaire aux comptes s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par des personnes interposées entre eux ou l'un des associés et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion des dites conventions.

Lorsque l'exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est également informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le ou les gérants ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présentent à l'assemblée générale ou joignent aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur ces conventions, conforme aux indications prévues par la loi. L'assemblée statue sur ce rapport.

Le ou les gérants ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et leurs parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le ou les gérants et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Il est interdit aux gérants et aux associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle, leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants du gérant ou des associés ainsi qu'à toute personne interposée.

**Article 19 – Responsabilité du gérant**

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement, selon le cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la société à laquelle, le cas échéant, les dommages-intérêts sont alloués.

Est réputée non écrite toute clause des statuts ayant pour effet de subordonner l'exercice de l'action sociale à l'avis préalable ou à l'autorisation de l'assemblée, ou qui comporterait par avance renonciation à l'exercice de cette action.

Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour faute commise dans l'accomplissement de leur mandat.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L 223-24 du code de Commerce.

## Article 20 – Compte courant d'associés

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la société toutes sommes dont elle peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit en commun accord entre la gérance et l'associé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés.

En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L. 223-19 du code de commerce.

# TITRE IV
# DECISIONS COLLECTIVES

## Article 21 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux et l'agrément de tout nouvel associé sont prises en assemblées.

Toutes les autres décisions collectives sont prises, soit par consultation écrite des associés, soit en assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.
Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet les modifications de statuts ou l'agrément de nouveaux associés. Elles sont qualifiées d'ordinaires dans les autres cas.

## Article 22 - Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation des gérants qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

**Article 23 – Décisions collectives extraordinaires**

Les modifications des statuts sont décidées à la majorité des deux tiers des parts sociales détenues par les associés présents ou représentés. L'assemblée ne délibère valablement que si ces derniers possèdent au moins, sur première convocation, le 1/4 des parts, et sur deuxième convocation les 1/5e.

Par dérogation, la décision d'augmenter le capital, par incorporation de réserves ou de bénéfices, est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

S'il s'agit de statuer sur l'agrément de nouveaux associés, le consentement doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales.

La transformation de la société en une autre forme sociale, le changement de la nationalité de la société nécessitent l'unanimité de ceux-ci.

**Article 24 - Assemblées générales**

1) Convocation

Les assemblées d'associés sont convoquées par la gérance ou, à défaut, par le commissaire aux comptes s'il en existe un, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

En outre, un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Enfin, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Aucun délai ni forme de convocation ne sont exigés si tous les associés sont présents ou représentés.

Les assemblées peuvent être tenues en tout lieu, choisi par la partie convoquante, en France ou hors de France.

2) Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3) Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4) Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut également être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours. Le mandat pour une assemblée vaut pour les assemblées successives, convoquées avec le même ordre du jour.

5) Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant. Si le gérant n'est pas associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède le plus grand nombre de parts sociales.

Si deux associés possèdent ou représentent le même nombre de parts, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

## Article 25 - Consultation écrite

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai minimal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution, émettre leur vote par écrit.

Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou "NON".

Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai minimal fixé ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu.

## Article 26 - Procès-verbaux

1) Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par le ou les gérants et par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée et le résultat des votes.

2) Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social et cotés et paraphés, soit par un juge du Tribunal de Commerce, soit par un juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune ou un Adjoint au Maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

3) Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits de délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

4) Consultations écrites

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

**Article 27 - Associé unique**

Les dispositions des articles 20 à 25 des présents statuts ne sont pas applicables lorsque la société ne comprend qu'un seul associé.

Dans ce cas, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

Le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes, le cas échéant après rapport des commissaires aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions prises au lieu et place de l'assemblée sont répertoriées dans un registre.

Les décisions prises en violation des dispositions du présent article peuvent être annulées à la demande de tout intéressé.

## TITRE V
## COMPTES SOCIAUX

### Article 28 - Comptes sociaux

L'exercice social commence le **1er janvier** et se termine le **31 décembre** de chaque année.

Par exception, le premier exercice sera clos le **31 décembre 2005.**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse notamment un inventaire des éléments actifs et passifs du patrimoine de la société, un bilan, un compte de résultat et une annexe.

La gérance établit un rapport de gestion écrit sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ainsi que sur ses activités en matière de recherche et de développement.

### Article 29 - Affectation et répartition du bénéfice

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué des pertes antérieures, il est prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital.

Le solde augmenté, le cas échéant du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

Toutefois, l'assemblée générale peut prélever sur ce solde, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux ou les reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur des réserves autres que la réserve légale, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de

distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

## TITRE VI
## DISSOLUTION - LIQUIDATION

### Article 30 - Dissolution

1) Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance provoque une décision collective extraordinaire des associés, afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2) Dissolution anticipée

La dissolution anticipée est prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

Dans le cas où, du fait de pertes constatées dans les documents comptables les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés doivent décider, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

A défaut de réunion de l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'a pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts sociales, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

### Article 31 – Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. Sa dénomination doit être suivie de la mention "Société en liquidation".

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Les fonctions des gérants prennent fin par la dissolution de la société.

Un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par la décision collective ordinaire des associés. Leur révocation ou leur remplacement sont effectués selon les formes prévues pour leur nomination. Sauf stipulation contraire, leur mandat leur est donné pour toute la durée de la liquidation.

Le ou les liquidateurs représentent la société. Ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable, payer le passif et répartir le solde disponible.

Toutefois, sauf consentement unanime des associés, la cession de tout ou partie de l'actif de la société en liquidation à une personne ayant eu dans la société la qualité d'associé, de gérant ou de commissaire aux comptes, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Tribunal de Commerce, le ou les liquidateurs et s'il en existe, le commissaire aux comptes dûment entendus.

En outre, une telle cession au profit des liquidateurs, de leurs employés, conjoint, ascendants ou descendants est interdite.

Le ou les liquidateurs peuvent continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation, sauf stipulation contraire des associés dans la délibération les nommant.

En fin de liquidation, les associés sont convoqués pour statuer sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs, la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

L'avis de clôture de liquidation est publié conformément à la loi.

## TITRE VII
## EXERCICE DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE

### Article 32 - Exercice de la profession - Responsabilité Assurance - Discipline - Communication au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

1) Exercice de la profession

Chaque architecte associé exerce sa profession au nom et pour le compte de la société. Il ne peut exercer selon un autre mode que dans la mesure où il a obtenu l'accord exprès de ses coassociés.

Il doit faire connaître à ses clients la qualité en laquelle il intervient (article 14 de la loi sur l'architecture).

Les architectes associés doivent s'informer mutuellement des activités professionnelles qu'ils exercent au nom et pour le compte de la société (article 41 du code des devoirs professionnels).

2) Responsabilité – Assurance

La société est seule civilement responsable des actes professionnels accomplis pour son compte.

Elle doit souscrire une assurance garantissant les conséquences de ceux-ci (article 16 de la loi sur l'architecture).

3) Discipline

Les dispositions légales et réglementaires concernant la discipline des architectes sont applicables à la société et à chacun des architectes associés.

La société peut faire l'objet de poursuites disciplinaires, indépendamment de celles qui seraient intentées contre les associés. La société est représentée par les gérants. Cependant, les associés non gérants peuvent prendre connaissance du dossier et présenter ou faire présenter leurs observations écrites ou orales.

La suspension disciplinaire de la société s'applique à tous les associés architectes, sauf si la décision de la juridiction exclut expressément de cette mesure un ou plusieurs d'entre eux (article 50 du décret n° 77 - 1480 du 28 décembre 1977).

Tout architecte associé qui a été condamné à la peine disciplinaire de la suspension pour une durée égale ou supérieure à trois mois peut être contraint, par décision unanime des autres associés, à se retirer de la société. Ses parts sociales sont alors cédées dans les conditions légales ou règlementaires applicables (article 47 du Décret 77-1480 du 28 Décembre 1977).

L'architecte associé suspendu disciplinairement ne peut exercer aucune activité professionnelle d'architecte pendant la durée de la peine, mais conserve, pendant le même temps, la qualité d'associé, avec tous les droits et obligations qui en découlent, à l'exclusion de sa vocation aux bénéfices sociaux (article 48 du décret n°77-1480 du 28 décembre 1977).

En cas de suspension de la société ou de tous les associés architectes, la gestion de la société est assurée par un ou plusieurs architectes désignés par le Président du Conseil Régional de l'Ordre des Architectes au tableau duquel la société est inscrite (article 50 du décret n°77-1480 du 28 décembre 1977).

4) Communication au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

La société doit être inscrite au tableau régional de la circonscription dans laquelle elle exerce, pour ce qui concerne le territoire national, son activité principale (article 17 du décret n° 77-1481 du 28 décembre 1977).

Le ou les gérants sont tenus, sous leur responsabilité, de communiquer au Conseil Régional au tableau duquel la société est inscrite, les statuts de la société et la liste des associés ainsi que toute modification apportée à ces statuts ou à cette liste.

Le Conseil Régional vérifie si la société demeure en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et en particulier avec celles de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1977. Selon les cas, il procède à la modification correspondante de l'inscription ou à la radiation de la société si, à l'expiration du délai qu'il impartit, aucune régularisation n'est intervenue.

## TITRE VIII
## DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 33 – Contestations

Toutes les contestations pouvant s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Toutefois, préalablement à la saisine de la juridiction compétente, il doit être procédé à une tentative de conciliation. A cet effet, la partie la plus diligente saisit du litige le Président du Conseil Régional de l'Ordre des architectes qui peut, soit procéder lui-même à la tentative de conciliation, soit en confier le soin à tel membre du Conseil qu'il aura désigné (article 25 du code des devoirs professionnels)